



openbaar ministerie
ministère public

**Parket bij het hof van beroep
te Brussel**

**Auditoraat-generaal bij het
arbeidshof te Brussel**

**Parquet près la cour d'appel
de Bruxelles**

**Auditorat général près la
cour du travail de Bruxelles**

Plechtige openingszitting van het hof van beroep te Brussel

1 september 2021

Rede uitgesproken door procureur-generaal Johan Delmulle

Audience solennelle de rentrée de la cour d'appel de Bruxelles

1^{er} septembre 2021

Discours prononcé par le procureur général Johan Delmulle

Madame le premier président,

Messieurs les bâtonniers,

Chers collègues,

Mesdames et Messieurs,

1. L'article 345 du Code judiciaire prévoit que le procureur général près la cour d'appel prononce un discours à l'occasion de la rentrée judiciaire sur la manière dont la justice a été rendue dans le ressort.

Cette disposition prévoit également qu'il peut, s'il l'estime utile, prononcer un discours sur un sujet adapté aux circonstances. Cette année, je vais vous parler brièvement du mandat du procureur du Roi et de l'auditeur du travail de Bruxelles, ainsi que du management de recherche dans le domaine de la criminalité économique, financière et fiscale et enfin de la situation alarmante de la cour d'appel de Bruxelles.

Cependant, je vais d'abord aborder brièvement la manière dont la justice a été rendue dans le ressort.

Des statistiques détaillées sont fournies chaque année au Conseil supérieur de la justice pour toutes les instances judiciaires dans le

rapport de fonctionnement. En outre, le site web du Collège des cours et des tribunaux fournit diverses statistiques au niveau du siège.

C'est pourquoi je me limiterai aujourd'hui au ministère public. Dans un premier temps, je présenterai les évolutions globales concernant les parquets de notre ressort. Ensuite, j'aborderai les évolutions au parquet général près la cour d'appel de Bruxelles.

2. Le nombre d'affaires entrées dans les parquets correctionnels de notre ressort a enregistré une augmentation de 20% au cours de cette dernière année, après plusieurs années de diminution. Cette augmentation est totalement due aux infractions liées à la Covid-19, qui représentent quasiment une infraction sur 4 enregistrée en 2020.

Le parquet de Bruxelles enregistre une hausse de 23% des affaires entrées en 2020 par rapport à 2019. Les parquets de Louvain, du Brabant wallon et de Hal-Vilvorde enregistrent une augmentation de respectivement 22%, 19% et 13% en 2020 par rapport à 2019, également due aux infractions liées à la Covid-19.

Je rappelle qu'il ne s'agit pas de statistiques de criminalité mais des statistiques d'activité des parquets. L'évolution du flux d'entrée ne permet pas de dénombrer les actes de criminalité.

De plus, la charge de travail exacte ne peut pas être déterminée en fonction du nombre d'affaires qui entrent dans les parquets. En effet, le flux d'entrée n'est pas un indicateur suffisamment complet pour évaluer la charge de travail des parquets.

3. Si nous analysons les affaires clôturées au niveau des parquets correctionnels, nous constatons, dans notre ressort, une diminution de 3% entre 2015 et 2020. Cela est principalement dû au nombre d'affaires classées sans suite qui a diminué de 10% durant la même période.

Néanmoins, nous constatons une augmentation des affaires clôturées en 2020 par rapport à 2019 suite aux affaires, liées à la Covid-19, clôturées par une transaction payée ou une citation directe.

4. Au niveau des parquets de la jeunesse, nous comptabilisons une augmentation d'environ 29% des affaires de protection de la jeunesse entre 2015 et 2020 et de 4% entre 2019 et 2020.

Quant aux affaires de faits qualifiés infraction entrées entre 2015 et 2020, ils ont augmenté de 37%. Cette augmentation est également due aux faits qualifiés infraction liés à la Covid-19, qui représentent un fait sur 3 enregistré en 2020.

Les affaires de faits qualifiés infraction concernent le plus souvent les faits liés à la Covid-19, aux « stupéfiants & dopage », aux « coups et blessures volontaires », aux « vols simples » et à « l'ordre public & la sécurité publique ».

D'autre part, le nombre d'affaires impliquant des affaires de mineurs en danger enregistrées entre 2015 et 2020 a augmenté de 23%. Cependant, l'augmentation est plus marquée dans le parquet de Hal-Vilvorde qui enregistre une augmentation de 50% en 5 ans. Cependant, en 2020, on constate une diminution de 9% dans notre ressort en comparaison avec 2019. L'an dernier, les parquets de la jeunesse ont enregistré plus de 21.000 affaires de mineur en danger.

5. Jusqu'ici, ces statistiques concernaient les parquets des tribunaux de première instance. J'aborderai maintenant quelques données relatives

aux activités de la cour d'appel et du parquet général¹. Seules quelques grandes tendances seront ici relevées.²

6. Au niveau des appels contre les jugements du tribunal correctionnel, nous avons déjà mentionné à plusieurs reprises nos préoccupations quant à l'arriéré judiciaire.

Au niveau de l'évolution du stock au cours des 10 dernières années, les chambres néerlandophones accumulent une augmentation de 626 affaires. Pour la même période, les chambres francophones enregistrent une augmentation du stock de 1.194 affaires.

Cette augmentation du stock de dossiers s'accompagne d'une préoccupation supplémentaire, celle des « méga-procès ». Tombent sous cette définition, les affaires qui prendront 6 audiences ou plus ou deux semaines d'audiences ou plus. Plusieurs dossiers sont ainsi déjà fixés ou prévus. Des sessions d'assises hors normes sont également déjà planifiées ou en voie de l'être qui priveront les chambres correctionnelles de plusieurs de leurs membres pendant de longues périodes. Cette charge de travail si particulière à la cour d'appel de

¹ Sources des informations statistiques relatives au parquet général et à la cour d'appel : base de données *PAGE* du parquet général et données enregistrées par le greffe de la cour.

² Les personnes intéressées par des chiffres plus complets pourront consulter l'annexe à la présente communication. Elle contient des tableaux et des graphiques détaillés, élaborés par les analystes statistiques du parquet général.

Bruxelles viendra aggraver la situation des chambres correctionnelles et contribuera à mettre en péril la poursuite des infractions dans un délai raisonnable au niveau de la cour d'appel. En tant que garant de l'action publique pour le ressort, j'en appelle donc à tous les acteurs concernés afin qu'une solution structurelle soit trouvée pour que la justice pénale reste crédible à Bruxelles.

7. S'agissant du nombre d'affaires reçues au parquet général de Bruxelles concernant une procédure devant la chambre des mises en accusation, on observe une diminution de 25% en 2020 par rapport à 2011. Parmi ces affaires, les procédures de détention préventive ont diminué de 18% durant cette même période.
8. Concernant les procédures devant les cours d'assises du ressort, le nombre de dossiers en attente d'être jugés semble se résorber ces dernières années. En effet, à la mi-juin 2021, 7 affaires d'assises attendaient d'être jugées.
9. Ces dernières années, nous avons constaté que l'entrée en vigueur du tribunal de la famille, le 1^{er} septembre 2014, et les transferts de compétences qui lui sont liés impliquent que les statistiques sur le nombre d'affaires civiles et le nombre d'affaires enregistrées par les

chambres de la jeunesse de la cour d'appel sont difficiles à comparer avec les statistiques des années précédentes.

Néanmoins, les 6 dernières années présentent des données comparables et on constate une augmentation de 21% des affaires de jeunesse entrées en 2020 par rapport à l'année 2015.

10. Waarde leden van de vergadering,

Ik wens hier even stil te staan bij de problematiek van het mandaat van de procureur des Konings van Brussel en van de arbeidsauditeur van Brussel.

U weet dat de vorige procureur des Konings van Brussel op 1 april 2021 zijn mandaat beëindigde en zijn ambt als magistraat neerlegde. Hij wordt momenteel al 5 maanden vervangen door de eerste substituut-procureur des Konings die voorheen zijn Nederlandstalige adjunct was.

Ik meen dat de invulling van de openstaande plaats van procureur des Konings van Brussel noodzakelijk en dringend is. We kunnen niet wachten op het einde van de legislatuur. Het is niet verantwoord dat het grootste parket van het land gedurende 3 jaar zonder een door de Hoge

Raad voor de Justitie voorgedragen en benoemde korpschef zou functioneren. De legitimiteit van de korpschef in een tweetalig korps en in een administratief arrondissement waarvan het grondgebied overeenstemt met het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en dat bijzonder taalgevoelig is, vereist dit.

Om tot een publicatie van deze plaats in het Belgisch Staatsblad te kunnen overgaan, is echter eerst een wetswijziging nodig. Deze wetswijziging dringt zich op ingevolge het arrest van het Grondwettelijk Hof van 30 juni 2014.

Met dit arrest nr. 96/2014 vernietigde het Grondwettelijk Hof artikel 57, 5°, van de wet van 19 juli 2012 betreffende de hervorming van het gerechtelijk arrondissement Brussel. Dit artikel voegde in artikel 43 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken een paragraaf 4quater in, waarin werd bepaald tot welke taalrol de procureur des Konings en de arbeidsauditeur van Brussel (het Frans) en hun adjuncten (het Nederlands) moesten behoren en op grond waarvan zij een grondige kennis van de andere taal moesten aantonen.

Het Grondwettelijk Hof stelde onder meer in zijn overwegingen die tot de vernietiging hebben geleid (B.101.3) dat “*mede gelet op het feit dat*

de procureur des Konings en de arbeidsauditeur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad hun ambt uitoefenen in een administratief arrondissement waarvan het grondgebied overeenstemt met het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, het niet redelijk is verantwoord dat een persoon die zijn diploma (van doctor, licentiaat of master in de rechten) in het Nederlands heeft behaald, niet in aanmerking komt voor die ambten en dat een persoon die zijn diploma (van doctor, licentiaat of master in de rechten) in het Frans heeft behaald, niet in aanmerking komt voor het ambt van adjunct-procureur des Konings of van adjunct-arbeidsauditeur in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.”

Het Grondwettelijk Hof heeft dienvolgens de bij de wet van 19 juli 2012 opgelegde verplichting om in het bezit te zijn van een Franstalig diploma om te kunnen worden benoemd tot procureur des Konings of de arbeidsauditeur van Brussel, opgeheven.

Artikel 43, § 4, van de wet van 15 juni 1935 bestaat dus niet meer en moet derhalve worden herschreven met het oog op de herinvoering van de verplichte grondige tweetaligheid van de procureur des Konings van Brussel en van de arbeidsauditeur van Brussel.

Net zoals reeds het geval is voor de opeenvolgende procureurs-generaal van Brussel en voor de opeenvolgende federale procureurs, is het wenselijk dat een taalalternatie in de wet zou worden ingeschreven voor de opeenvolgende procureurs des Konings van Brussel. Op die manier zou de eerstvolgende procureur des Konings van Brussel grondig tweetalig moeten zijn en behoren tot de Nederlandse of de Franse taalrol (op basis van zijn diploma) – dat is een politieke keuze – om vervolgens na 10 jaar (artikel 259quater, §1 en 58bis, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek) te worden opgevolgd door een procureur des Konings, uiteraard ook grondig tweetalig, maar behorende tot de andere taalrol. Dit zou ook dienen te gebeuren voor de opeenvolgende arbeidsauditeurs van Brussel.

Er wordt tevens best voorzien in een taalalternatie tussen de procureur des Konings van Brussel en zijn adjunct en tussen de arbeidsauditeur van Brussel en zijn adjunct. Beide adjuncten zouden ook verplicht grondig tweetalig moeten zijn.

Het voor zich uitschuiven van deze wetswijzingen tot wanneer de Regering zich bij het einde van de legislatuur zal buigen over eventuele institutionele hervormingen, zou geen daad van goed en verantwoord bestuur zijn.

11. Een tweede initiatief dat ik vandaag met u wil delen betreft de gerechtelijke achterstand en meer bepaald het recherchemanagement als één van de middelen om hieraan enigszins te remediëren.

De gerechtelijke achterstand bij het hof van beroep van Brussel heeft de laatste decennia zeer ernstige proporties aangenomen die momenteel door de Hoge Raad voor de Justitie in kaart worden gebracht en waarbij ongetwijfeld aanbevelingen zullen worden geformuleerd om deze achterstand aan te pakken.

De achterstand in strafzaken is het meest markant in het domein van de economische-financiële en fiscale criminaliteit. De behandelingstermijnen in graad van beroep zijn er extreem lang. Het creëert een demotiverend gevoel van vechten tegen de bierkaai en dweilen met de kraan open.

Om die reden heeft mijn ambt besloten om het probleem langs de voorkant, aan de zijde van de instroom, aan te pakken. Het opstarten en voeren van onderzoeken in economische-financiële en fiscale dossiers zal in het gerechtelijk arrondissement Brussel voortaan op zeer gecontroleerde en gecoördineerde wijze gebeuren. De gespecialiseerde

federale gerechtelijke politie van Brussel zal niet meer met om het even welk strafonderzoek worden gelast.

Dat is ook noodzakelijk omdat de gespecialiseerde researchcapaciteit van de federale gerechtelijke politie de laatste jaren enorm geslonken is. De complexe en moeilijke economische-financiële en fiscale onderzoeken worden gevoerd door de 4^{de} en 5^{de} onderzoeksafdeling van de FGP Brussel. Het aantal gespecialiseerde speurders in deze afdelingen bedroeg op 01/01/2014 103 speurders. Op vandaag bedraagt dit nog 87 speurders. Op 1 januari 2002 waren dat er nog 131.

Het College van procureurs-generaal heeft al bij herhaling de alarmklok over het schrijnend tekort aan gespecialiseerde speurders geluid bij de minister van Justitie en, via hem, bij de minister van Binnenlandse Zaken. Ook in mijn openingsrede in 2019, die voorstellen bevatte om de strijd tegen de georganiseerde economische en financiële criminaliteit en tegen de fiscale en sociale fraude efficiënter te voeren, werd de versterking van de federale gerechtelijke politie als een kritieke succesfactor naar voren geschoven. We zijn twee jaar verder en ik zie geen vooruitgang op het terrein, wel integendeel.

Nochtans kan niet genoeg worden herhaald dat het in deze materie om een keten-verhaal gaat, waarbij vooral de eerste schakel (de politie die het onderzoek voert) en de laatste schakel (het hof van beroep dat recht spreekt) van de strafrechtelijke ketting fundamenteel moeten worden versterkt, wil men de georganiseerde economische, financiële en fiscale criminaliteit echt aan de ketting houden. Ik klop dus verbeter terug op diezelfde nagel.

Het initiatief waarover ik het vandaag wil hebben, bestaat er in dat enkel de onderzoeken die beantwoorden aan bepaalde criteria nog door de FGP Brussel zullen worden gevoerd. Het gaat daarbij om opsporingsonderzoeken en gerechtelijke onderzoeken; om onderzoeken onder de leiding van de procureur des Konings, de arbeidsauditeur, de federale procureur, het parket-generaal of de onderzoeksrechter, en weldra ook onder de leiding van de Europese procureur; om onderzoeken op initiatief van het Openbaar Ministerie en op initiatief van de burgerlijke partij. Elk onderzoek zal voortaan verplicht passeren via een wegingscommissie die zal beslissen of het onderzoek zal worden opgestart of zal worden verder gezet door de FGP Brussel. De voormelde korpschefs van het Openbaar Ministerie en de gerechtelijke directeur van de FGP Brussel, of hun afgevaardigden, zullen van deze wegingscommissie deel uitmaken.

Elk dossier zal worden ingedeeld bij één van de 5 nationale prioriteiten-categorieën die binnen de Algemene Directie Gerechtelijke Politie van de federale politie worden gehanteerd. Deze nationale 'parameters' zullen worden aangevuld met een aantal lokale 'parameters', zoals de impact van de feiten op Brussel of de link met het fenomeen drugs in Brussel of de aanwezigheid van bepaalde sub-parameters. Eens de 'nationale' en de 'lokale' parameters werden bepaald, zullen zij worden omgezet in een score die een prioriteitsniveau van 1 tot 3 vaststelt, waarbij het laagste niveau als consequentie zal hebben dat het onderzoek niet door de gespecialiseerde FGP Brussel zal worden gevoerd. We zullen dus, noodgedwongen, vanaf vandaag keuzes maken in welke onderzoeken we nog gespecialiseerde mankracht zullen investeren en welke klachten of feiten niet meer door de FGP Brussel behandeld zullen worden.

12. Ten slotte, wens ik hier toch ook nog even stil te staan bij de hachelijke situatie waarin het hof van beroep zich vandaag bevindt. U heeft, mevrouw de eerste voorzitter, zoals u weet, mijn volle steun bij de initiatieven die u neemt om aan deze situatie die nu al decennia lang aansleept te pogen te remediëren.

Zoals bekend is de Hoge Raad voor de Justitie recent een audit gestart bij het hof van beroep te Brussel. Daarin zullen thema's worden onderzocht als de achterstand, de personeelsbezetting, de werklast en de productiviteit, de 'megadossiers' en de 'bijzonderheden' van het hof van beroep van Brussel.

Mijn ambt zal zijn volle medewerking aan deze audit verlenen en daarbij zeker de "specificiteit" van het hof van beroep van Brussel in de verf zetten. Het hof van beroep van Brussel verschilt inderdaad in vele aspecten van de andere hoven van beroep en men mag dus niet in de val trappen zich te beperken tot een simpele vergelijking met de andere ressorten.

Ik ben er van overtuigd dat bijkomende personele middelen voor het hof van beroep een absolute sine qua non zijn om uit de vicieuze cirkel van de achterstand te geraken. Ik denk dan niet alleen aan bijkomende raadsheren, maar zeker ook aan extra griffiers en griffiepersoneel.

De minister van Justitie kondigde in het Parlement op 30 juni 2021 de geplande versterking voor het hof aan:

- via de recurrente middelen: 6 raadsheren, 1 referendaris, 2 griffiers en 3 assistenten;

- via het extra budget voor de aanpak van de gerechtelijke achterstand: 4 raadsheren, 4 griffiers en 4 assistenten;
- voor de “mega-processen”: 1 raadsheer, 8 griffiers en 3 assistenten;
- voor het proces van de terroristische aanslagen van 22 maart 2016: 4 raadsheren, 1 referendaris en 2 woordvoerders.

Alles samen betekent dit, dixit de minister van Justitie, een versterking voor het hof van beroep van Brussel van 15 raadsheren, 4 referendarissen, 2 woordvoerders, 14 griffiers en 10 assistenten niveau C, tenminste – het weze toch onderlijnd – als er genoeg kandidaten worden gevonden.

Ik ben verheugd te mogen vaststellen dat hierbij mijn voorstel wordt gevolgd om, bij wijze van uitzondering, te werken met een tijdelijke kaderuitbreiding van het hof van beroep. De resultaten van de audit van de Hoge Raad voor de Justitie zullen het dan vervolgens mogelijk maken te bepalen of deze verhoging van de tijdelijke personeelsformaties voldoende is, dan wel of andere maatregelen zich opdringen.

Tegelijkertijd lijkt het mij echter ook absoluut nodig dat alle actoren, rechtstreeks en onrechtstreeks betrokken bij de rechtsbedeling door het

Brusselse hof van beroep, zoals de Zetel, het Openbaar Ministerie, de advocatuur, de FOD Justitie (wat de infrastructuur betreft), het gevangeniswezen en de politiediensten (wat de transfer van gedetineerden betreft), zelf ook (pro)actief zouden nagaan hoe zij nog meer kunnen bijdragen tot een efficiëntere en kortere procesgang voor het hof van beroep. Daarvoor moeten geen revolutionaire ingrepen gebeuren, maar kan het bijvoorbeeld al een ganse stap in de goede richting zijn dat de kalender en de termijnen die werden afgesproken voor het uitwisselen van conclusies en de pleitdata ook effectief worden gerespecteerd. Ik heb alvast instructie gegeven aan de zittingsmagistraten van het parket-generaal om zich voortaan systematisch te verzetten tegen elke vraag om ongeoorloofd uitstel en dit verzet op het zittingsblad te laten acteren. De duur en de uitgestrektheid van het onderzoek ter zitting, de omvang van de arresten, het aantal dossiers dat per zitting wordt behandeld en de duur van de zitting, zijn andere voorbeelden waar wellicht nog progressie kan worden geboekt, zonder dat daarvoor ook maar iets aan onafhankelijkheid en kwaliteit van de rechtspraak moet worden ingeboet.

Het is, samengevat, mijn overtuiging dat de vraag naar belangrijke bijkomende personele middelen meer dan terecht is, maar tegelijkertijd

hand in hand moet gaan met een zichtbare bijkomende inspanning van alle actoren op het terrein om het rechtspreken in ons hof van beroep, waar het kan, tijdig en efficiënter te maken.

13. Madame le premier président, je termine mon discours, mais sans oublier de remercier de tout cœur la magnifique équipe de magistrats, juristes, criminologues, analystes statistiques et collaborateurs administratifs du parquet général de Bruxelles, ainsi que les parquets du ressort, pour leur engagement assidu et professionnel pendant l'année écoulée.

14. Mevrouw de eerste voorzitter, ik vorder dat het aan het Hof behage zijn werkzaamheden voort te zetten. Madame le premier président, je requiers qu'il plaise à la Cour de bien vouloir poursuivre ses travaux.

Johan Delmulle

Procureur-generaal Brussel

Procureur général Bruxelles